

Samir AMIN

La question des médias et du défi pour la démocratie

(Quelques banalités sans doute)

1. On parle beaucoup de nos jours du pouvoir des médias – la « médiacratie » - devenue (s'il ne l'avait pas toujours été) un quatrième pouvoir politique, s'ajoutant aux trois pouvoirs politiques (législatif, exécutif, judiciaire) classiques par lesquels s'est définie la démocratie (celle qui existe en pratique, la seule jusqu'à ce jour).

Les faits confirment largement cette vision :

(i) Il y a bien, en pratique réelle, dans les démocraties du Nord modernes (disons les Etats Unis, l'Europe et peut être quelques autres), une mise en œuvre institutionnalisée de la démocratie électorale pluripartite.

Cette pratique respecte (dans une certaine mesure peut être, parfois remise en cause dans les faits) la définition et séparation des trois pouvoirs : - un législatif élu – un exécutif limité dans son pouvoir par le contrôle du législatif – un judiciaire qui ne connaît que les lois qu'il est chargé de faire respecter et n'a pas d'ordres à recevoir pour le faire comme il l'entend.

Le principe est fondamental, toujours proclamé même si par quelques contorsions sa mise en œuvre est parfois quelque peu violée. La proclamation de ce principe n'est pas une petite chose sans importance, mais représente une réalité matérielle réelle (que je considère, avec d'autres, comme un « progrès » dans l'histoire de l'humanité). L'Etat de droit, que définit ce principe, est de ce fait une exigence incontournable de la modernité.

(ii) Le pouvoir suprême dans ce système de pensée et d'action, inauguré par les Lumières (18^e siècle européen) est le législatif élu (même si à l'origine et pour longtemps censitaire). Celui-ci dispose du droit inaliénable d'innover. Il n'est pas limité dans ce droit par l'héritage du passé (en particulier les croyances religieuses). Ma définition de la modernité – la proclamation que « l'Homme » (l'individu et les collectifs sociaux) fait son histoire et non qu'il la subit (celle-ci étant alors commandée par Dieu ou par la « tradition ») – implique la reconnaissance de ce droit. Il en découle que la démocratie moderne, institutionnalisée comme système de la représentation du peuple par ses élus, implique la laïcité. Ou tout au moins une dose de laïcité suffisante pour que ce droit à l'innovation ne soit pas aboli.

Néanmoins, ce droit à l'innovation n'est pas sans limites. Il reste encadré par une série de principes fondamentaux, formulés dans des déclarations bénéficiant du statut de « lois suprêmes », qualifiés de « droits de l'homme ». Et là encore, quelles qu'aient été les insuffisances de ces proclamations – limitées au départ et pendant longtemps aux droits politiques et civiques d'une minorité masculine aisée et censitaire, puis de tous, hommes et femmes, ignorant des droits collectifs et sociaux introduits partiellement aux époques plus récentes – on ne peut que reconnaître la nécessité incontournable d'en respecter l'existence et le principe.

(iii) Les médias au sens le plus large du terme constituent le moyen par lequel la diversité des opinions et des propositions peut être exprimée effectivement.

Encore une fois la proclamation de ce principe (liberté d'opinion et d'expression de celle-ci) et sa mise en œuvre (quelles qu'aient été les limites de celle-ci, produites en fait principalement par les inégalités de moyens matériels dont disposent les différentes classes et catégories sociales, ne doivent pas être traités par le mépris. Ils font partie intégrante des droits fondamentaux.

(iv) Dans ce cadre l'observation – banale – que les moyens mobilisés par les médias ont pris une ampleur et une force grandissantes et sont devenus sans commune mesure peut être avec ceux mis en œuvre au XIXe et même au XXe siècle, est certainement confortée par un examen objectif quelconque de leur évolution.

La littérature qui en reconnaît le fait jusque dans ses moindres détails est gigantesque. Il faut lui en être reconnaissant. Cette littérature est non seulement descriptive et analytique, mais souvent (sinon toujours) inspirée par le souci – sain – de dénoncer l'instrumentalisation de la pratique démocratique que la puissance des médias permet. Les interventions puissantes des journalistes authentiquement démocrates – comme ceux de l'équipe du Monde Diplomatique par exemple ou d'autres, en Europe, aux Etats Unis et ailleurs, sont salutaires et doivent être reconnues et soutenues comme telles. « Médiacratie » n'est donc pas un faux problème ou un abus de langage, mais une réalité, un vrai défi pour la démocratie.

2. On ne peut néanmoins s'en tenir là. Le faire, c'est probablement se condamner à l'impuissance, renoncer à « changer le monde » (« changer la place et le rôle des médias ») et se satisfaire de la dénonciation répétitive (au point de lasser) ou seulement de la défense de positions menacées, alors que le défi est de passer de celle-ci à l'offensive définie en termes de propositions formulées pour définir des objectifs de luttes tactiques et stratégiques, à court et à long termes.

(i) Pour aller au-delà de la pure et simple « dénonciation » (qui n'est que le premier pas, rien de plus) il est nécessaire de poser quelques questions fondamentales concernant la réalité sociale et plus précisément celle de ce que j'appelle le « capitalisme réellement existant ». Cela exige un retour à la « théorie », n'en déplaise à ses détracteurs systématiques à la mode.

Première question : pousser à son terme la critique de la philosophie des Lumières et du concept de la société démocratique qui en dérive.

Marx a précisément fait cette critique, ou tout au moins l'a amorcé. Et bien. D'une manière non seulement puissante mais encore juste. Marx refuse de séparer l'instance économique de l'instance politique. Il associe et non dissocie les différents aspects de la vie sociale. On a même été jusqu'à lui reprocher d'avoir fait de l'instance économique « le déterminant en dernière instance » et d'avoir dérivé dans la direction d'une interprétation « économiciste » de l'histoire. Reproche sans fondement (mais cela n'est pas notre sujet ici).

Par contre « l'idéologie de la démocratie moderne » sépare la vie politique (dont elle propose la gestion par la démocratie telle qu'elle la conçoit) de la vie économique (dont elle prétend que la gestion « rationnelle » suppose la liberté des « marchés »). Par contre également c'est bien cette théorie de la société qui entraîne la dérive économiciste, parfois déguisée en technologisme : le développement des forces productives est neutre, dérivée directement de celui des connaissances scientifiques et technologiques ; celui-ci transforme l'économie et impose à son tour l'ajustement du politique à ses exigences. Tel est le concept banal, dominant du discours sur le « progrès » et ses exigences « incontournables ».

On ne peut que poursuivre dans la voie ouverte par Marx (mais seulement ouverte par lui), c'est-à-dire approfondir la connaissance des interconnexions économique/politique, et non retourner « avant Marx ».

Deuxième question : analyser la réalité en termes de « capitalisme réellement existant », lequel présente deux caractères fondamentaux :

Un : il est devenu un capitalisme dominé par une poignée d'oligopoles « financiarisés » qui n'a pas grand'chose à voir avec ce que le discours de « l'économie de marché » nous propose. Je renvoie ici à ma note « Economie de marché ou capitalisme des oligopoles ? ».

Deux : il a toujours été et est plus que jamais « mondialisé » et la mondialisation qu'il a construite est par nature hiérarchisée et polarisante (construit les deux pôles indissolublement associés : centres dominants qui « mondialisent » / périphéries dominées qui subissent cette mondialisation). Capitalisme réellement existant et impérialisme ont été et sont toujours indissociables. Il n'y a pas de « post impérialisme » autre que « post capitaliste ».

(ii) L'analyse de la réalité, qui impose de sortir des limites du discours de la démocratie sur elle-même, invite à réfléchir sur les raisons de la « crise de la démocratie », par laquelle je propose de désigner :

a) Le déclin de la légitimité et de la crédibilité des pratiques de la démocratie représentative dans les centres impérialistes eux-mêmes, associé au capitalisme des oligopoles réellement existant.

Attention ici :

- Ce déclin n'est pas le produit des « forces du passé », de vestiges qui auraient la peau dure et reviendrait à la surface. Il est celui d'une stratégie politique (non d'un complot) cohérente avec l'affirmation du pouvoir social (économique et politique) des oligopoles. De ce fait ce déclin apparaît comme le produit des « exigences de l'avenir » (le discours dominant). En fait c'est le produit (la stratégie d'action) des forces dominantes (les oligopoles) et non de forces extérieures presque surnaturelles, qui s'imposent (comme peut être le changement climatique !).

- Ce déclin ne prendra pas (ou probablement pas) la forme du fascisme ou d'un remake de celui-ci. Il prendra (et prend déjà) celle de « la démocratie en Amérique » (lire aux Etats Unis). Voir plus loin.

b) Les énormes obstacles (pour ne pas dire l'impossibilité) de la mise en œuvre de la démocratie représentative modèle euro-étatsunien dans les périphéries du système.

Ce fait n'a rien de nouveau. Le capitalisme /impérialisme réellement existant n'a jamais promu la démocratie dans les colonies et les pays dominés. Dans la mesure où celle-ci a été revendiquée par les peuples en question sa mise en œuvre n'a pu être amorcée que dans les moments de victoires de la libération contre l'impérialisme.

3. La mise en pratique du système conceptuel de la démocratie/modèle s'est faite par la construction d'une « culture politique du conflit ». J'entends par là que ce modèle s'est trouvé en conflit dans un premier temps long avec les forces passéistes qui en refusaient les principes, puis dans un second temps avec les forces de l'avenir qui se proposent d'aller au-delà de ceux-ci.

Ce cheminement est celui qu'on retrouve, dans des modalités diverses, dans l'ensemble de « l'Europe ». Premier moment : les Lumières et la Révolution française. On est pour et on est de gauche. La droite est contre. Deuxième moment : la formation du mouvement ouvrier et socialiste, les révolutions de 1848, la commune de Paris, la révolution russe. La gauche est pour, la droite contre. Ce cheminement détermine un clivage permanent droite/gauche qui a du sens, et qui donne à la revendication démocratique son potentiel d'innovation, de transformation de la société, d'affirmation du pouvoir de la bourgeoisie capitaliste contre les forces de l'Ancien Régime (toujours présentes avec

pesanteur au moins jusqu'à la première guerre mondiale), puis de celui d'un socialisme possible. La revendication démocratique crée les conditions de l'émergence d'une conscience politique avancée, aussi lucide que possible, qui donne sens à la modernité (les Hommes font leur histoire).

Mais ce cheminement n'est pas le seul que l'histoire moderne ait connu. Aux Etats Unis le processus d'affirmation de la démocratie/modèle en question a été singulièrement différent. Dès l'origine, avec la guerre d'indépendance (et même avant), la colonisation du territoire et l'extermination des Indiens, l'importation d'esclaves africains, puis tout au long des XIXe et XXe siècles avec les vagues successives de migrants européens, le processus a construit une « culture politique du consensus et de l'individualisme ». J'entends par là une culture qui n'a pas eu à combattre un « Ancien régime » (ce que Marx considérait comme un avantage, ce qui est discutable), mais aussi dans laquelle les vagues successives de migrants ont substitué à la maturation d'une conscience politique de classe (sans laquelle il n'y a pas de mouvement socialiste possible) celle de la juxtaposition hiérarchisée d'appartenances communautaires. Ces réalités définissent ce que j'appelle une « culture politique du consensus » (par opposition à celle du conflit). Consensus s'affirmant sur deux plans : l'absence de remise en cause du capitalisme (la société étatsunienne n'a jamais connu d'autre système et n'en imagine pas la possibilité), la réduction de la modernité au principe que « l'individu fait son histoire » (dans le cadre capitaliste). Le modèle annihile le potentiel transformateur de la démocratie. Il interdit l'émergence d'une conscience lucide de la nature de l'aliénation qui permet la reproduction du système : la double aliénation marchande et l'illusion individualiste.

Je renvoie le lecteur de cette note, pour plus de précisions concernant l'opposition que je propose entre « la culture du consensus » (étatsunienne) et celle du conflit (l'Europe historique), à mes développements sur le sujet dans *Le Virus libéral*.

4. L'Europe est engagée dans une évolution qui conduit à l'abandon de sa tradition de culture du conflit et à l'adoption du modèle étatsunien de culture du consensus.

(i) Il y a des fondements objectifs à cette évolution.

L'accélération prodigieuse du développement du capitalisme dans la moitié occidentale du continent après la seconde guerre a produit un modèle de capitalisme oligarchique d'oligopoles analogue à celui des Etats Unis. Cette accélération de la modernisation capitaliste a finalement gommé les derniers vestiges de l'Ancien Régime (sauf quelques symboles comme la persistance de monarchies). Au plan politique elle a créé les conditions d'une bipolarisation électorale – un objectif poursuivi systématiquement par les classes dominantes pour garantir la stabilité presque absolue de l'exercice de leur pouvoir – symbolisée par le renforcement des pouvoirs des premiers ministres ou des Présidents, chefs de l'un ou de l'autre des deux segments d'un parti en réalité unique (le parti de l'oligarchie des oligopoles). L'alternance de la droite ou d'une gauche qui ne s'en distingue plus sur l'essentiel s'est substituée à la menace de l'alternative qui donnait son sens aux gauches historiques.

Cette évolution « interne » s'est déployée dans le cadre mondialisé de celle de ce que j'ai qualifiée « d'impérialisme collectif de la triade » (Etats Unis, Europe, Japon). La coïncidence n'est ni de hasard, ni secondaire. Elle est fondamentale ; cette conscience d'appartenir au centre impérialiste, qui donne droit à une « rente » assise sur la domination du monde, est à l'origine de l'abandon de l'alternative socialiste par les majorités électorales populaires (quand celles-ci n'ont pas préféré le vote de droite).

(ii) Le rôle et les fonctions des médias dominants (les exceptions – hélas – confirment la règle) ne prennent de sens que dans la perspective de cette « américanisation ».

Les moyens déployés sont connus, recensés et objets de dénonciations répétées (mais toujours utiles). Mais on ne dit pas toujours qu'ils sont mis en œuvre par des logiques systémiques poursuivies avec

une volonté lucide par leurs promoteurs majeurs (même si les exécutants n'en ont pas toujours la conscience). L'objectif est de dépolitiser, de substituer « l'opinion » (manipulée dans une large mesure) à la pensée, à son tour condition pour gommer le conflit (la reconnaissance de la divergence des intérêts, des valeurs etc.) au bénéfice du consensus. Il ne s'agit pas d'un complot, mais d'une stratégie en consonance avec la logique du système.

Deux ensembles de faits observables – et observés par tous les critiques – sont à signaler ici :

- La scène médiatique est progressivement substituée au travail politique.

Celui-ci suppose la patience, l'organisation, la discussion, l'analyse de la réalité et des défis qu'elle représente, la définition de stratégies de luttes. Le travail politique (la tradition de la gauche – bourgeoise contre l'Ancien Régime, socialiste contre le capitalisme) constituait le fondement et l'objectif des organisations, des partis, des médias, (à l'époque la presse principalement) ; il produisait ses intellectuels et ses « avant-gardes » (même si le terme n'est plus de mode).

- La scène médiatique substitue au travail politique la vitesse et l'image. Des « leaders » choisis sinon fabriqués par les médias, qualifiés (ou auto qualifiés) de « représentants » de tels ou tels courants, qu'ils soient importants en termes électoraux (les leaders de la droite et de la fausse gauche, en fait les uns et les autres ténors du consensus capitaliste oligarchique/impérialiste) ou qu'ils soient même qualifiés de représentants des « ultra/anti système » d'extrême droite et d'extrême gauche, le terme « extrême » étant symbole de leur insignifiance électorale).

Des « images » - brutales en général – sont substituées aux analyses et aux explications. Des « images » dont des conclusions immédiates et hâtives sont tirées (toujours douteuses, souvent fausses) pour court circuiter la réflexion.

L'ensemble constitue une entreprise de dépolitisation, condition même de l'adhésion au discours du consensus. Condition de l'adhésion à l'idée que le capitalisme constitue un horizon indépassable, qu'il annonce « la fin de l'histoire ».

Ces évolutions ne sont en aucune manière le produit immanent de la nature des moyens des médias modernes. Les discours qui tentent de le faire croire – l'image parle mieux que le discours etc. – ne sont que prétextes fallacieux. Les mêmes moyens – la télé à côté du livre et de la presse écrite – pourraient être mis en œuvre au bénéfice d'une autre stratégie, visant à politiser et à non dépolitiser, à informer réellement et contribuer à l'éducation du citoyen (au bon sens du terme : lui donner les éléments permettant l'exercice de son intelligence), et non à le conditionner pour le manipuler.

(iii) Il ne suffit pas de « résister » à ces tendances lourdes. Il est nécessaire de leur opposer des alternatives positives.

Le combat sur les fronts médiatiques ne peut être ici dissocié du combat plus général non seulement contre les idéologies dominantes, mais positivement pour l'affirmation et l'avancée théorique et pratique de l'alternative socialiste.

On retrouvera ici les thèmes fondamentaux de la démocratisation associée au progrès social (et non dissocié de celui-ci), de la « démocratie révolutionnaire » et de sa forme disons, « plébéienne ». D'autres champs de réflexions.